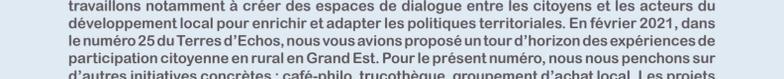


Terres d'Échos #27

LA LETTRE DE CITOYENS & TERRITOIRES GRAND EST

- Mai/Juin 2021 -



La participation citoyenne est au cœur du projet associatif de Citoyens & Territoires. Nous travaillons notamment à créer des espaces de dialogue entre les citoyens et les acteurs du développement local pour enrichir et adapter les politiques territoriales. En février 2021, dans le numéro 25 du Terres d'Échos, nous vous avons proposé un tour d'horizon des expériences de participation citoyenne en rural en Grand Est. Pour le présent numéro, nous nous penchons sur d'autres initiatives concrètes : café-rôle, trucothèque, groupement d'achat local. Les projets ne manquent pas et interogent sur le rôle moteur des citoyens et sur l'articulation à trouver avec les politiques publiques qui ont la vocation paradoxale de les susciter et de les soutenir, tout en favorisant leur autonomisation. Dans la rubrique 'Point de vue', Albert Ogien nous parle de développement de l'activisme et de la soif de politique chez les citoyens « ordinaires », un contre-pied à l'abstention record observée lors des récentes élections régionales et départementales et au prétendu désintérêt des citoyens.ne.s pour la politique...

INITIATIVES TERRITORIALES

QU'ILS SOIENT HABITANTS, ÉTUDIANTS, SENIORS,... ILS NE MANQUENT PAS D'IDÉE ET D'ENTRAÏN POUR PEU QU'ON LES Y AIDE UN PEU !

Les 3 expériences que nous voulons évoquer ici ont certes bénéficié du soutien initial de certaines collectivités et institutions mais elles tendent, au rythme des déconfinements et de leur maturité à s'autonomiser progressivement !

Motivation des démarches ?

Le comité d'usagers « diapason » du CCAS de Neuchâteau fait membre d'une force de proposition incroyable avec les désormais célèbres « Cafés de Candide », des rencontres-débats ouvertes aux usagers du CCAS et à l'ensemble de la population de la ville. Organisés tous les 15 jours depuis 2011 (le café de candide en est à sa 148^{ème} édition !), on y aborde aussi bien la culture sous toutes ses formes, que la philosophie, les sujets de société, la politique, les sciences... À noter également les ateliers « Mieux vivre dans sa ville » qui proposent des activités à destination des seniors trois après-midi par semaine.

En janvier 2020, une réunion autour d'un Repair Café sur le campus étudiants nancéien à ARTEM a débouché sur l'identification d'un besoin important d'équipement en petits matériels de la part des étudiants à leur arrivée... et de récupération à leur départ. L'idée a donc germé de collecter ces équipements abandonnés pour ensuite les remettre à disposition à la rentrée pour les nouveaux étudiants sous forme de packs (linge, petit électroménager...). La Trucothèque est née !

A Strasbourg, l'ARES, le centre social du quartier de l'Esplanade a soutenu un projet d'achat en vrac. Depuis 2017, le projet a donné lieu à la création d'une association V.R.A.C (Vers un Réseau d'Achats en Commun) et à 9 groupements d'achats en vrac dans les quartiers politique de la ville.

Une fois par mois, le groupement d'achat met en place une épicerie temporaire en vrac. Les acheteurs apportent leurs contenants et viennent chercher les produits commandés, essentiellement bio et locaux. Les références vont de l'épicerie aux produits d'hygiène, en se concentrant sur les produits les plus demandés. Le prix d'achat est égal au prix de vente. L'association fonctionne essentiellement grâce aux financements et dons en nature de la ville de Strasbourg, des bailleurs sociaux et des fondations privées.

Les réalisations, l'avancement des démarches

L'idée des cafés de Candide à Neuchâteau, qui réussissent en moyenne une cinquantaine de personnes, vient donc du comité des usagers, des personnes qui étaient plutôt éloignées de la culture. Au fil du temps, les usagers du CCAS ont ainsi pu s'approprier cet espace qu'ils avaient peu l'habitude de fréquenter et même participer aux spectacles qui y sont proposés. Les habitants sont souvent à l'initiative des sujets à aborder, des intervenants à solliciter, l'animateur lançant un appel à idées à la fin de chaque rencontre. Quant aux ateliers « Mieux Vivre dans sa ville », les usagers du CCAS en ont choisi le lieu et ce sont eux qui mettent en place les animations : échanges de savoir-faire, discussions, jeux, convivialité...

La Trucothèque a, en un sens, bénéficié de la période Covid car grâce aux bénévoles et la MJC qui ont lancé un appel aux dons, elle a pu collecter énormément d'objets : couettes, bonnets, petits radiateurs, cafetières... Le projet part sur une phase de test pour cette rentrée 2021, avec pour objectif de distribuer de façon itinérante dans les campus les packs d'équipement. Le prix de ces packs reste à définir avec les associations étudiantes. Un recrutement de coordinateur est prévu à septembre.

La MJC reste motrice avec les bénévoles citoyens du réseau des Repair Café, néanmoins le réseau est en voie d'autonomisation vers une association d'ici à 2022.

A Strasbourg, les 9 groupements d'achat fonctionnent grâce à 1,8 ETP, une quinzaine de bénévoles aidant lors du « grand dispatch » mensuel, auxquels s'ajoutent les référents familles des centres sociaux qui animent et mobilisent les bénévoles pendant l'ouverture des épiceries éphémères. L'objectif étant que chaque groupement s'autonomise au maximum et soit porté à terme par les habitants-acheteurs.

Le local de stockage est devenu trop étroit. L'association est donc en recherche d'un nouveau local plus adapté à la réception des commandes.

Si vous voulez en savoir plus, n'hésitez pas à contacter :



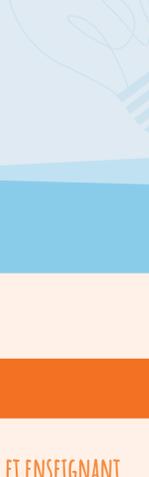
V.R.A.C Strasbourg :
Léa – coordinatrice : coordination-strasbourg@vrac-asso.org
07 81 62 94 49
<https://vracstrasbourg.wordpress.com/presentation/>



Trucothèque Grand Nancy :
Marie-Jo Burgun
03 83 15 90 00
marie-jo.burgun@mjciorraine.com
<https://repairgrandnancy.fr>



CCAS de Neuchâteau :
Eric Deletang : eric.deletang@mairie-neufchateau.fr



POINT DE VUE

INTERVIEW DE ALBERT OGIEN, DIRECTEUR DE RECHERCHE ÉMÉRITE AU CNRS ET ENSEIGNANT À L'ÉCOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS)



Albert OGIEN
Photo © Hannah ASSOLINE / Opale / Leemage

C&T : Nous ressentons en Grand Est un foisonnement d'initiatives informelles par lesquelles les citoyens s'organisent collectivement en vue de pallier certaines limites des institutions. Selon vous, le constat est mondial. Comment l'expliquez vous ?

A.O. : Les sociétés modernes sont des entités pluralistes composées d'une multitude de groupes sociaux qui ont des intérêts divergents. Dans les régimes démocratiques dans lesquels nous vivons, l'État assure l'unité de ces entités en s'occupant d'une série de questions d'intérêt général : justice, famille, santé, enseignement, sécurité, assistance aux défavorisés, etc. Quelle que soit l'étendue des domaines dans lesquels il intervient, son action n'est jamais en mesure de couvrir l'intégralité des problèmes qui touchent tel ou tel catégorie de population. C'est ainsi que des groupes de citoyens concernés par l'un de ces problèmes sont conduits à se mobiliser pour y apporter une réponse, soit en la mettant en œuvre par leurs propres moyens, soit en le faisant avec le soutien des autorités publiques.

Les gouvernements et les administrations ont une difficulté structurelle à appréhender et à saisir les questions d'intérêt local, ce qui suscite l'émergence de ces mobilisations particulières qui fleurissent au sein des sociétés d'État. Dans mon livre¹, je range toutes ces initiatives sous la même notion de "pratiques politiques autonomes des citoyens" – autonomes au sens où elles se déploient à l'écart de la tutelle des organisations représentatives ; ne comptent que sur elles-mêmes pour atteindre leur but ; et ne poursuivent aucune stratégie de conquête du pouvoir. Elles sont portées par une nébuleuse d'associations, de collectifs ou de groupes d'intérêt qui décident de prendre en charge des questions que les pouvoirs en place préfèrent ne pas aborder (action humanitaire, maltraitance animale, handicap), de réclamer une modification de la loi (environnement, droits des minorités) ou de faire évoluer les mentalités (avortement, mariage gay, féminicide, euthanasie). Ce phénomène, qui tend à proliférer un peu partout à travers la planète, traduit le fait que les personnes ne restent jamais inertes devant des situations qu'elles jugent indignes, injustes ou inacceptables. Ce qui est un peu inédit aujourd'hui, c'est le développement de l'activisme politique – c'est-à-dire le fait que des citoyens hors affiliation partisane entrent directement en concurrence avec les institutions officielles de la représentation pour réclamer leur droit à exercer le pouvoir, parfois par le truchement de l'élection.

¹ Politique de l'activisme. Essai sur les mouvements citoyens, Paris, PUF, 2021.

C&T : Selon vous, quel sens recèlent toutes ces initiatives ?

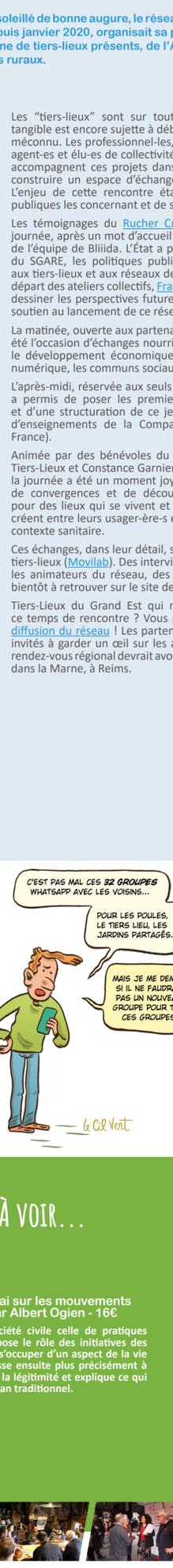
A.O. : De mon point de vue, les pratiques politiques autonomes des citoyens constituent l'ordinaire des régimes démocratiques. Elles permettent de corriger les défaillances, les manquements, les erreurs, les excès d'arbitraire que ces régimes continuent à entretenir. Elles impliquent bien sûr une remise en cause de l'ordre courant et une contestation des choix faits par les responsables qui ont reçu la charge provisoire de gouverner. Mais cette remise en cause ne repose pas toujours sur un affrontement direct entre dirigeants et dirigés. Elle peut donner lieu à une reconnaissance en légitimité de la demande formulée, à l'ouverture d'une négociation entre citoyens et pouvoirs publics, à la réécriture d'une loi mal formulée, voire à l'obtention d'une délégation de service public pour s'occuper de la question catégorielle soulevée. Tout ce qui, en fin de compte, constitue la "conversation démocratique" qui lie constamment une société et l'État qu'elle se donne.

C&T : Quelle attitude préconiserez-vous aux élus locaux confrontés à de tels mouvements ?

A.O. : À mon avis, le mieux à faire pour les élus locaux est de maintenir ouvert le dialogue avec les citoyens concernés qui s'expriment en dehors de périodes d'élection. La démocratie ne s'arrête pas au jugement intermédiaire des urnes. Le pire, pour un élu, est de se retrancher derrière la légitimité conférée par le scrutin pour être sourd aux demandes qui émanent des administrés et leur donner rendez-vous aux prochaines échéances. Il y a là une dimension d'orgueil, de mépris et de toute puissance qui, je le crois, sont des attitudes qui disqualifient un élu. Heureusement, l'humilité, la décence et l'honnêteté sont encore des comportements que les élus partagent.

C&T : Un pari sur l'avenir en matière d'activisme politique ?

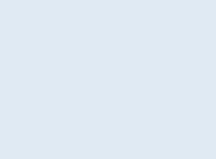
A.O. : Comme je l'ai dit, les pratiques politiques autonomes des citoyens ont pas vocation à s'éteindre – tout au contraire. La volonté d'agir pour améliorer les conditions de la vie collective est en plein essor. Quant à l'activisme proprement dit (donc le fait que les citoyens agissent pour transformer radicalement le rapport asymétrique entre gouvernants et gouvernés et redéfinir les modalités de la représentation et de la délégation qui caractérisent l'ordre hiérarchique de la politique), je pense qu'il va se développer dans les années qui viennent. Ce qui justifie ce diagnostic est la déchéance actuelle des partis de gouvernement, le désarroi de leurs dirigeants, la fin du militantisme, la constitution de "mouvements" ou de collectifs qui prennent part aux élections. Et surtout la soif de politique qui habite les citoyens ordinaires et que le système des partis tel qu'il fonctionne aujourd'hui ne parvient plus à satisfaire.



Le C&T Vert

LE RÉSEAU DES TIERS-LIEUX GRAND EST EST NÉ !

Le 17 juin 2021, sous un ciel ensoleillé de bonne augure, le réseau des Tiers Lieux du Grand Est, collectif informel constitué depuis janvier 2020, organisait sa première rencontre régionale à Bliiida (Metz), avec une trentaine de tiers-lieux présents, de l'Aube à l'Alsace en passant par les métropoles et les territoires ruraux.



Les "tiers-lieux" sont sur toutes les lèvres, mais leur réalité tangible est encore sujette à débats, tant leur fonctionnement est méconnu. Une professionnelle-les, entrepreneur-e-s, bénévoles, les agent-es et élu-es de collectivités locales qui font, soutiennent et accompagnent ces projets dans leur diversité, avaient souhaité construire un espace d'échanges de pratiques et de solidarités. L'enjeu de cette rencontre était de contribuer aux politiques publiques les concernant et de se renforcer mutuellement.

Les témoignages du *Rucher Créatif* et d'*Artopie* ont ouvert la journée, après un mot d'accueil chaleureux de la Ville de Metz et de l'équipe de Bliiida. L'État a pu ensuite y présenter, par la voix du SGARE, les politiques publiques déployées pour le soutien aux tiers-lieux et aux réseaux de tiers-lieux. Et enfin, avant le top départ des ateliers collectifs, *France Tiers-Lieux* est intervenu pour dessiner les perspectives futures des Tiers-Lieux et marquer son soutien au lancement de ce réseau régional.

La matinée, ouverte aux partenaires et aux réseaux partenaires, a été l'occasion d'échanges pertinents sur la place des tiers-lieux dans le développement économique, l'action culturelle, la transition numérique, les communs sociaux et démocratiques, etc.

L'après-midi, réservée aux seuls communautés / lieux en activité, a permis de poser les premiers jalons d'une feuille de route et d'une structuration de ce jeune réseau, avec le retour riche d'enseignements de la Compagnie des Tiers-Lieux (Hauts-de-France).

Animée par des bénévoles du réseau, Rémy Seillier, de France Tiers-Lieux et Constance Garnier, du Réseau Français des Fablabs, la journée a été un moment joyeux et foisonnant de rencontres, de convergences et de découvertes. Une vraie bouffée d'air pour des lieux qui se vivent et se définissent par les liens qu'ils créent entre leurs usager-ères et qui ont lourdement souffert du contexte sanitaire.

Ces échanges, dans leur détail, seront documentés sur le wiki des tiers-lieux ([Moyvilab](https://moyvilab.com)). Des interviews avec des porteurs de projets, les animateurs du réseau, des élu-es locaux, seront également bientôt à retrouver sur le site de *La Passerelle – BornyBuzz*.

Tiers-Lieux du Grand Est qui n'auriez pas eu connaissance de ce temps de rencontre ? Vous pouvez vous inscrire à la liste de [diffusion du réseau](#) ! Les partenaires et soutiens sont également invités à garder un œil sur les avancées du réseau. Un nouveau rendez-vous régional devrait avoir lieu dès la rentrée de septembre dans la Marne, à Reims.

À LIRE, À ÉCOUTER, À VOIR...

Politique de l'activisme : Essai sur les mouvements citoyens, Paris, PUF, 2021 par Albert Ogien - 16€

En substituant à la notion de société civile celle de pratiques politiques autonomes, l'auteur expose le rôle des initiatives des associations ou des collectifs pour s'occuper d'un aspect de la vie collective d'une société. Il s'intéresse ensuite plus précisément à l'activisme sauvage, dont il analyse la légitimité et explique ce qui le différencie du militantisme partisan traditionnelle.

